Institut de la statistique Québec

Le secteur tertiaire au Québec : synthèse

Valérie Barrette et Henri-Claude Joseph
Direction des statistiques économiques et sociales

Extrait de la publication L'Écostat. Septembre 2006

INTRODUCTION

Dans le contexte économique actuel où le secteur secondaire occupe encore une place stratégiquement importante quant au développement d'une région ou d'un pays, la tertiarisation croissante observée dans le même temps s'impose de plus en plus comme enjeu de la dynamique d'expansion des économies industrialisées, et le Québec n'y fait pas exception. Le présent texte se veut une esquisse du secteur tertiaire québécois

- en le situant, dans un premier temps, par rapport à l'ensemble de l'économie québécoise d'abord, à ses équivalents ontarien et canadien ensuite
- et, dans un deuxième temps, en analysant les diverses composantes du secteur à la lumière d'indicateurs relatifs à la production, au marché du travail, à la rémunération et aux investissements, sans oublier les dépenses consacrées à la recherche et développement.

En annexe, des tableaux illustrent le portrait d'ensemble que complète une carte géographique montrant la répartition régionale des établissements du secteur tertiaire au Québec.

Toutefois, trois précisions doivent être apportées. D'abord, toutes les données utilisées dans ce texte ayant été traitées selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), par conséquent, à des fins de comparaison, les variations annuelles des indicateurs ne couvrent que la période 1998-2005 (1997-2003 pour les dépenses de recherche et de développement). Dans le même esprit et par souci de cohérence, le groupe des services publics se trouve retranché de la branche des industries de Biens et ajouté à celle des Services, de façon à homogénéiser la composition industrielle du secteur. Enfin, concernant les investissements, le texte porte essentiellement sur la composante Immobilisation.

Le secteur tertiaire à travers les Comptes économiques

Le secteur tertiaire, estimé à 124,4 milliards de dollars en 1997 et à 158,8 milliards en 2005 au Québec, se maintient ainsi en moyenne autour de 70 % du produit intérieur brut (PIB). Il est presque toujours au-dessus de ce seuil à l'échelle canadienne et dépasse souvent ce niveau de 2 points et plus en Ontario. De fait, entre **1997 et 2005**, au **Québec**, il se situe entre 71,1 % et 70,9 %, après avoir perdu successivement un demi-point en 1998, six dixièmes en 1999 et 1,2 point en 2000. Ensuite, il a grimpé à 69,5 % en 2001, à 70,1 % en 2002, à 70,6 % en 2003, puis de nouveau glissé de deux dixièmes en 2004 avant de reprendre. Il en va de même au Canada, notamment durant les quatre premières années au cours desquelles ce secteur passe de 70,7 % en 1997 à 70,5 % en 1998, à 70,3 % en 1999 et à 69,7 % en 2000, se hisse à 70,8 % et à 71,2 % en 2001 et 2002. Toutefois, il descend à 71,1 % et à 70,7 %, avant de remonter à 70,9 % en 2005. Le même cheminement concerne l'Ontario dont le secteur tertiaire passe successivement de 71,6 % en 1997 à 71,2 %, 70,9 % et 70,6 % en 2000, puis se redresse à 71,9 %, 72,0 %, 72,2 % à deux reprises et à 72,4 % en 2005. Ainsi, durant les sept dernières années, **au Québec**, ce secteur progresse globalement de 24,3 % ou de 3,2 % en moyenne annuelle, comparativement à 27,0 % ou 3,5 % au Canada et à 30,5 % ou 3,9 % en Ontario. Dans le même temps, l'économie québécoise s'élève de 23,8 %, soit de 3,1 % en moyenne, par comparaison avec 26,4 % ou 3,4 %, pour ce qui est de l'économie canadienne et 28,3 % ou 3,6 % quant à celle de l'Ontario.

Le secteur tertiaire québécois à travers ses composantes

...selon les établissements

En 2006, sur les 238 198 établissements d'activité économique installés au Québec, **tous secteurs confondus**, le secteur tertiaire en compte au moins les trois quarts, précisément 76,5 % ou 182 212 firmes constituées à 78,5 % d'industries de moins de 10 employés (78,9 % dans l'ensemble des secteurs) et, quant au solde (21,5 %), d'industries allant jusqu'à 500 employés et plus. De façon détaillée, dans la catégorie de moins de 5 employés se concentrent 61,9 % des établissements du secteur, suivis, dans l'ordre, de 16,6 %, de 10,4 % et de 7,0 % dans les catégories respectives de 5 à

9, de 10 à 19 et de 20 à 49 employés, par comparaison avec 63,2 %, 15,7 %, 9,9 % et 6,8 % respectivement pour l'ensemble des secteurs. À l'autre extrémité, 507 établissements tertiaires ou 0,3 % comptent 500 employés et plus, 2,3 %, de 50 à 99 employés, 1,0 %, de 100 à 199 employés, et 0,5 %, de 200 à 499 employés, en regard de 0,3 %, de 2,4 %, de 1,2 % et de 0,6 % pour ce qui est de l'ensemble économique du Québec.

En ce qui concerne **les composantes** du secteur tertiaire et leur importance numérique, viennent le commerce de détail (18,2 % des établissements), les industries des services professionnels (11,9 %), de l'hébergement et des services de restauration (10,2 %), de la santé (9,6 %), du commerce de gros (8,2 %) et, à une certaine distance, le transport et l'entreposage (7,0 %), les services administratifs (5,9 %), les services immobiliers (4,5 %), les finances et les assurances (+ 4,0 %), sans oublier les parts très faibles, entre autres, des services publics (0,1 %), des administrations publiques (1,0 %), ainsi que des services de l'enseignement (1,2 %).

Par contre, sous l'angle de **la taille** par classe d'employés, l'importance des sous-secteurs se révèle tout autre. Ainsi, le groupe des services de l'enseignement, faiblement présent quant au total d'établissements, est surreprésenté dans la catégorie des 500 employés et plus, avec 4,6 %, dépassant de loin le secteur qui n'y a que 0,3 % de ses établissements. Il en va de même des administrations publiques (4,0 %), des services publics (3,5 %), des industries de l'information et des soins de santé (1,0 % et 0,6 % respectivement). Dans le même ordre d'idées, cette fois dans la classe de 200 à 499 employés où le secteur tertiaire n'a que 0,5 % de ses établissements, on relève encore les mêmes sous-secteurs au-dessus de cette moyenne, quoique dans un ordre quelque peu différent. En effet, le plus haut pourcentage concerne les administrations publiques (3,5 %), suivies des services de l'enseignement (2,3 %), des services publics (2,1 %), des industries des soins de santé (1,1 %) et de l'information (1,0 %). À l'inverse, dans la catégorie des moins de 5 employés où se situent 61,9 % des établissements du tertiaire, les sous-secteurs les plus surreprésentés se trouvent parmi les services professionnels (75,4 %), ainsi que le transport et l'entreposage (74,1 %). Quant au commerce de détail, si dominant par son nombre d'établissements total, mais quasi absent dans la catégorie des 500 employés et plus, il surpasse le secteur dans les classes des 5 à 9 employés (24,3 % contre 16,6 %) et des 10 à 19 employés (12,2 % contre 10,4 %). La même remarque s'applique à un autre sous-secteur majeur, l'hébergement et les services de restauration, soit 20,0 % et 16,8 % de ses établissements dans ces deux strates d'employés. Y sont également fort présents les services publics (23,2 % et 9,9 %), de même que les administrations publiques (20,4 % et 12,9 %). D'ailleurs, ce dernier groupe se trouve surreprésenté dans toutes les catégories d'employés, sauf dans celle de moins de 5 employés où ne se concentrent que 39,1 % de ses établissements, soit le pourcentage le plus faible dans cette catégorie, tandis que la proportion y est de 61,9 % pour ce qui est du secteur tertiaire.

À l'échelle régionale, le secteur tertiaire apparaît fort bien réparti – peu importe le sous-secteur considéré et la région indiquée – à un point tel que la proportion d'établissements de chacune des 17 régions administratives par rapport aux 182 212 établissements semble, à quelques nuances près, à l'image de l'importance démographique de la région au Québec, encore que certains écarts de rang ou en points de pourcentage nécessitent une mention. Dans cet esprit, les quatre têtes de liste au palmarès de la démographie au Québec sont les mêmes au chapitre des établissements tertiaires. Ainsi, avec 24,7 % de la population québécoise, Montréal recueille 28,7 % des établissements du secteur tertiaire, tandis qu'au deuxième rang, la Montérégie, avec 18,1 %, ne compte que 16,2 % des établissements, écart plus défavorable que dans le cas des Laurentides, au quatrième rang (6,7 % de la population, mais 6,3 % quant aux établissements). Par contre, la Capitale-Nationale, au troisième rang, affiche 8,8 % pour les deux variables. Quant aux autres régions, quelques-unes accusent un écart négatif quant au rang et aux points de pourcentage. Le cas le plus évident touche l'Outaouais qui, classée 8e avec 4,5 % sur le plan démographique, arrive 12e avec 3,1 % des établissements, ensuite Lanaudière, 5e avec 5,6 %, mais 6e avec 4,8 %. Autre observation, d'autres régions gagnent à propos du rang, mais pas en points de pourcentage, notamment la Chaudière-Appalaches, 6e avec 5,2 %, mais 5e avec 5,0 %, la Mauricie, 11e avec 3,4 %, mais 10e avec 3,3 %, tandis que Laval reste 7e avec 4,9 % de la population, mais 4,5 % des établissements. Pour leur part, l'Estrie, avec 4,0 %, se classe respectivement 9e et 8e, de même que le Saguenay–Lac-Saint-Jean, avec 3,6 %, 10e et 9e.

En ce qui a trait ***aux sous-secteurs***, ils sont présents dans toutes les régions, sauf les services publics en Abitibi-Témiscamingue et en Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine. En outre, toutes ont au moins un établissement de 500 employés et plus dans les services de l'enseignement, à l'exception du Nord-du-Québec qui, en revanche, est l'une des 11 régions administratives à compter au moins un établissement de cette taille dans les administrations publiques. Toujours à propos de taille des établissements, comparativement à l'ensemble du Québec tertiaire constitué à 78,5 % d'industries de moins de 10 employés, 12 régions se trouvent au-dessus de cette moyenne, soit la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (85,1 %), le Bas-Saint-Laurent (83,1 %), Lanaudière (82,9 %), la Chaudière-Appalaches (82,8 %), le Centre-du-Québec (82,1 %), la Mauricie (81,8 %), l'Estrie (81,7 %), les Laurentides (81,3 %), le Saguenay–Lac-Saint-Jean (81,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (80,8 %), la Mauricie (80,5 %) et la Côte-Nord (80,3 %).

...selon la production

Même si, au chapitre de la production, le secteur tertiaire ne connaît pas de grandes oscillations, quelques composantes se distinguent cependant par leur évolution différente à la fois de celle du secteur et d'une année à l'autre durant la période. D'abord, à l'exemple du secteur, six groupes – classés dans l'industrie des services – voient leur part diminuer entre 1997 et 2005, soit de façon marquée comme les services d'enseignement (– 1,1 point), les soins de santé (– 0,8 %) et les administrations publiques (– 0,6 point), soit légèrement comme

les finances et les assurances (– 0,2 point), puis le transport et l'entreposage, de même que l'hébergement et les services de restauration (– 0,1 point). Plus spécifiquement, le groupe prédominant du secteur tertiaire, les finances, les assurances et autres, passe de 17,4 % en 1997 à 17,2 % en 2005, suivi par ordre d'importance, des soins de santé, de 7,2 % à 6,4 %, des administrations publiques, de 6,6 % à 6,0 %, des services d'enseignement, de 5,7 % à 4,6 % et, un peu plus loin, du transport et de l'entreposage, de 4,5 % à 4,4 %. Juste avant ce dernier groupe, mais évoluant favorablement, viennent le commerce de détail, 5,6 % en 1997 et 6,3 % en 2005 ainsi que le commerce de gros, 5,0 % et 6,0 % respectivement. Pour leur part, l'industrie de l'informatique et de la culture affiche 3,9 % et 4,6 %, les services professionnels, scientifiques et techniques, 3,3 % et 3,9 %, le groupe « autres services », 2,3 % et 2,5 %, les services administratifs, 1,9 % et 2,4 % et, enfin, les arts, les spectacles et les loisirs, 0,9 % et 1,0 %, tandis que, de 2,2 %, le groupe de l'hébergement et des services de restauration glisse à 2,1 %. Conséquence de ces mouvements, même si les deux premières têtes de liste gardent leurs places respectives, le positionnement d'autres groupes varie visiblement entre 1997 et 2005. Entre autres, le commerce de détail monte de deux places au 3e rang, au détriment des administrations publiques, désormais au 4e, c'est-à-dire précédant immédiatement le commerce de gros, à présent rendu en 5e place, en laissant la 6e à l'industrie de l'information et de la culture dont le 8e rang d'alors est occupé maintenant par le groupe du transport et de l'entreposage. Celui-ci perd sa 7e place, où logent présentement les services d'enseignement, pourtant 4e en 1997. D'ailleurs, ce dernier groupe se révèle le seul dont la proportion dans l'économie québécoise diminue année après année durant toute la période, tandis que de son côté, en oscillant plus à la baisse qu'à la hausse, le poids des services publics, estimé à 4,5 % en 1997, n'est que de 3,7 % en 2005.

À la vérité, au cours **des sept dernières années**, les services d'enseignement et les services publics connaissent la progression la plus lente, soit respectivement 7,9 % (+ 1,1 % en moyenne annuelle) et 8,6 % (+ 1,2 %), en comparaison de 24,3 % (+ 3,2 %) quant au secteur tertiaire et 25,3 % (+ 3,3 %) concernant l'industrie des services proprement dite. De fait, au-dessus des taux de variation du secteur se trouvent seulement 6 des 14 groupes concernés et pas nécessairement les plus importants. Il s'agit des services administratifs (+ 53,9 % ou + 6,4 %), du commerce de gros (+ 41,7 % ou + 5,1 %), de l'industrie de l'information et de la culture (+ 41,5 % ou + 5,1 %), du commerce de détail (+ 37,4 % ou + 4,6 %), de même que des services professionnels (+ 34,4 % ou + 4,4 %) et du groupe « autres services » (+ 33,7 % ou + 4,2 %).

Par contre, la première tête de liste, les finances, les assurances et autres, ne s'accroît que de 23,4 % ou 3,0 %, les soins de santé et l'assistance sociale, deuxième, de 14,6 % ou 2,0 % et les administrations publiques, quatrième, de 16,0 % ou 2,1 %, sans oublier les productions plus modestes des industries du transport et de l'entreposage (+ 20,7 % ou + 2,7 %), de l'hébergement et des services de restauration (+ 14,1 % ou + 1,9 %) ainsi que des arts, des spectacles et des loisirs (+ 23,3 % ou + 3,0 %).

À quelques différences près, surtout observables quant au poids de certaines composantes et quant à leur rang, les secteurs tertiaires des économies québécoise, ontarienne et canadienne se ressemblent structurellement. Ainsi, comme au Québec, le groupe des finances et des assurances caracole en Ontario, mais sa part avance, passant de 21,7 % en 1997 à 22,0 % en 2005, soit un peu plus qu'au Canada qui montre 19,7 % et 19,9 %. De même, le commerce de gros (6,0 % et 7,2 % en Ontario), deuxième tout au long de la période, l'est aussi au Canada en 2005 (6,3 %) en gagnant deux places par rapport à 1997 (quatrième, 5,4 %), après en avoir ainsi délogé le groupe des soins de santé qui descend au quatrième rang à 5,8 % contre 6,3 % en 1997 (en Ontario, 5,4 % contre 6,0 % en troisième position en 1997). En outre, le commerce de détail, sixième à 5,2 % au Canada et à 5,0 % en Ontario, se trouve propulsé à la troisième place à 5,8 % et à 5,5 % respectivement. En somme, comme au Québec, les seules têtes de liste à croître nettement plus que le secteur tertiaire restent le commerce de gros qui s'élève, à l'échelle canadienne, de 42,7 % globalement ou de 5,2 % en moyenne annuelle (en Ontario, + 47,9 % ou + 5,8 %) et le commerce de détail, + 38,6 % ou + 4,8 % au Canada contre + 38,9 % ou + 4,8 % en Ontario.

...selon les investissements

Pour ce qui est des investissements du secteur tertiaire, plus précisément la somme des immobilisations de l'industrie des services, des services publics et de la catégorie « logement », elle atteint 43,2 milliards en 2005, c'est-à-dire 85,8 % des immobilisations totales au Québec, le reste allant aux secteurs primaire et secondaire. Ainsi, depuis 78,4 % en 1998 et les reculs à 75,5 % et à 74,0 % les années suivantes, la part du tertiaire remonte sans cesse, plutôt irrégulièrement, et gagne plus de 7 points en s'établissant à 79,6 % en 2001, 83,1 % et 83,2 % en 2002 et en 2003, puis à 85,6 % en 2004. Au sein du secteur, le logement distance largement les autres composantes, avec encore quelque 40 % des immobilisations en 2005, certes un demi-point de moins qu'en 2004, mais au-delà de 12 points de plus qu'en 1998 d'où il est parti à 27,2 % et a grimpé, sans discontinuer, à 27,9 % et à 28,9 % en 1999 et en 2000, ensuite à plus de 30 % en 2001, plus de 36,0 % en 2002 et à presque 40 % en 2003. Un tel élargissement (+ 12,7 points) réduit surtout et sensiblement la proportion des principaux groupes de services proprement dits, notamment celle des administrations publiques (deuxième composante du secteur tertiaire) qui, globalement, perd 1,1 point, n'affichant que deux gains annuels, d'abord le premier de 0,4 point à 12,3 % en 2001, après s'être située à 12,6 % en 1998, à 12,0 % en 1999 et à 11,9 % en 2000 et, ensuite, le second de 1,1 point à 11,5 % en 2005, après être descendue à 12,2 %, 11,3 % et 10,4 % en 2002, 2003 et 2004 respectivement. À l'inverse, la part de la troisième composante du secteur – à savoir les services publics – gagne 0,7 point, n'accusant que deux diminutions, la première de 2,4 points à 7,1 % en 1999 et l'autre de trois dixièmes de point à 7,0 % en 2001, se hissant ensuite à 7,4 % et 8,9 % en 2002 et 2003, jusqu'à 10,1 % et 10,4 % en 2004 et 2005. Par contre, la quatrième composante – les finances et les assurances, au premier rang quant au PIB – voit sa part d'im-

mobilisations régresser de 3 points (8,3 % en 2005 contre 11,3 % en 1998), après être montée jusqu'à 13,0 % en 1999 avant de descendre à 12,2 %, 9,9 %, 9,6 % et 7,9 % de 2000 à 2003, et se redresser à 8,5 % en 2004. Quant aux autres composantes, leurs parts en 2005 se révèlent toutes en deçà de 5 %, voire nulles ou négligeables pour certaines, et souvent à la baisse, comme le transport et l'entreposage à 4,3 % en 2005 (– 3,6 points comparativement à 1998), les industries de l'information et de la culture à 3,7 % en 2005 (– 4,1 points), le commerce de gros à 2,0 % (– 0,8 point), de même que les services professionnels (– 0,9 point), sans oublier les industries de l'hébergement et des services de restauration à 1,2 % (– 0,4 point) et la catégorie « autres services » à 0,6 % (– 0,7 point). Enfin, les quelques augmentations de proportions concernent les services immobiliers et autres services de location à 4,9 % en 2005 (+ 0,5 point), les services d'enseignement à 3,8 % (+ 0,3 point) ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale à 2,8 % (+ 0,2 point).

De fait, ces modifications sensibles de l'apport en investissement des groupes du tertiaire, de 1998 à 2005, reflètent les changements quantitatifs observables dans la structure même des dépenses totales d'immobilisations (secteurs primaire, secondaire et tertiaire confondus). En effet, même si ces immobilisations totales au Québec continuent d'être alimentées essentiellement par le secteur privé qui, bon an mal an, en fournit au moins les trois quarts, il en va tout autrement des deux catégories dans lesquelles ces montants sont investis. En effet, partagées en 1998 presque également entre la construction (50,7 %) et les machines et l'équipement (49,3 %), ces immobilisations voient se creuser rapidement l'écart durant la période, la répartition en 2005 étant à hauteur de 62,5 % et de 37,5 % respectivement. Plus précisément, du côté des entreprises privées, la part de la construction, moins forte que celle des machines et de l'équipement en 1998 (46,3 % contre 53,7 %) s'élève de 12,8 points à 59,1 % en 2005, au détriment des machines et de l'équipement à 40,9 %.

On observe le même mouvement, mais moins rapide, dans le secteur public où, là également, l'écart se révèle favorable à la construction, soit de 6,1 points, (66,3 % en 1998 à 72,5 % en 2005), par comparaison avec 33,7 % et 27,5 % pour les machines et l'équipement. En ce qui regarde le secteur tertiaire, il se situe dans le même sillage, mais avec cette double particularité que, depuis le début de la période, la construction y occupe, comme dans le secteur public, une part plus importante que les machines et l'équipement, outre que, durant toute la période, comme dans le secteur privé, cette part de la construction monte sans interruption, à une seule exception. Ainsi, de 58,0 % en 1998, elle glisse à 53,0 % et remonte successivement à 55,2 % et 58,6 % en 2000 et 2001, à 64,2 % et 67,9 % en 2002 et 2003, enfin à 68,2 % et à 68,9 % en 2004 et en 2005. Inversement, depuis qu'elle a atteint 47,0 % en 1999, soit 5 points de plus qu'en 1998, la proportion des machines et de l'équipement ne fait que se contracter, se trouvant en dessous de 40 % depuis 2002 et, précisément, à 31,1 % en 2005.

Pourtant, toute l'importance de la construction du secteur tertiaire ne repose que sur quelques groupes dont les plus significatifs, outre la catégorie du logement, restent, d'une part, les administrations publiques qui, en 2005, investissent des proportions de 77,8 % dans la construction et 22,2 % dans les machines et l'équipement (75,0 % et 25 % en 1998) et, d'autre part, les services publics, 83,7 % et 16,3 % en 2005 en regard de 65,7 % et 34,3 % en 1998. Doivent s'y ajouter deux ou trois groupes qui, durant la majeure partie de la période, ont au moins 50 % du montant de leurs immobilisations investi dans la construction, en l'occurrence les groupes des services d'enseignement ainsi que de l'hébergement et des services de restauration et, dans une moindre mesure, les industries de soins de santé. En revanche, pour ce qui est des immobilisations en machines et en équipement, trois groupes d'importance se détachent, en affichant des parts supérieures à 50 % et à la hausse, à l'inverse de la tendance du secteur tertiaire. Citons les finances (avec 95,3 % en 2005 contre 84,3 % en 1998), les services immobiliers (67,8 % contre 63,4 %), de même que les services professionnels, scientifiques et techniques (86,3 % contre 79,4 %). Sans descendre en bas de 50 %, quatre autres groupes majeurs évoluent comme le secteur, soit le transport et l'entreposage (63,5 % en 2005 et 69,9 % en 1998), les industries de l'information et de la culture (72,8 % et 80,4 %), le commerce de détail (53,5 % et 61,0 %) et de gros (75,6 % et 79,0 %).

À la vérité, entre **1998 et 2005**, les immobilisations totales au Québec montent de 51,7 % globalement ou de 6,1 % annuellement, notamment de 46,5 % ou 5,6 % par an dans le secteur privé et de 70,2 % ou 7,9 % annuellement dans la sphère publique. Vues sous l'angle industriel, en hausse de seulement 1,2 % en sept ans (+ 0,2 % en moyenne) dans le secteur secondaire et en déclin dans le secteur primaire (- 6,6 % ou - 1,0 % en moyenne), les immobilisations s'élèvent de 66,2 % (+ 7,5 % par an) dans le secteur tertiaire, c'est-à-dire de 23,0 % ou de 3,0 % en moyenne concernant les machines et l'équipement comparativement à + 97,5 % ou + 10,2 % annuellement quant à la construction. Seule la composante « logement » avance plus vite que le secteur, le montant de ses immobilisations se trouvant multiplié par 2,4, tandis que l'ensemble des autres composantes ne croît que de 37,1 % ou de 4,6 % en moyenne. Deuxième tête de série par l'importance de leurs investissements dans le secteur tertiaire, les services publics voient leurs immobilisations grimper de 81,9 % ou de 8,9 % en moyenne, grâce au seul soutien de la construction, démultipliée par 2,3 (+ 12,7 % annuellement), tandis que les dépenses en machines et en équipement fléchissent de 13,3 % ou de 2,0 % par an. De fait, l'évolution de la répartition des immobilisations entre la catégorie « construction » et la catégorie « machines et équipement », observable durant les années 1998 à 2005, donne un aperçu de l'orientation (vers le haut ou vers le bas) et de la nature (forte ou faible) des variations des montants investis, voire de l'ampleur des écarts de variation. Ainsi, dans le groupe des finances (+ 22,3 % globalement ou + 2,9 % en moyenne), contrairement aux services publics, les investissements en machines s'accroissent (+ 38,3 % ou + 4,7 %), tandis que la construction chute de 63,5 % ou de 13,4 %. Il en est de même du groupe des services professionnels (+ 16,8 % ou + 2,2 %) dans lequel les machines et l'équipement progressent de 26,9 % ou de 3,5 %, mais non la construction

(– 22,0 % ou – 3,5 %). Quant au groupe des services immobiliers – caractérisé comme les deux groupes précédents par la proportion forte et croissante des machines et de l'équipement entre 1998 et 2005 – les immobilisations augmentent, non seulement dans l'ensemble (+ 86,8 % ou + 9,3 %), mais aussi dans l'une et l'autre catégories, toutefois moins dans la construction (+ 64,5 % ou + 7,4 %) que dans les machines et l'équipement dont les investissements doublent (+ 10,4 % par an). On constate un cheminement similaire du côté de deux autres groupes, d'une part les soins de santé, + 81,7 % ou + 8,9 % dans l'ensemble, soit + 33,6 % ou + 4,2 % dans la construction, mais plus que le doublement dans les machines et l'équipement (+ 13,0 % annuellement) et, d'autre part, les services d'enseignement, + 77,8 % ou + 8,6 % dans l'ensemble, c'est-à-dire + 67,5 % ou + 7,6 % dans la construction, mais + 93,7 % ou + 9,9 % dans les machines. À une différence près, le même schéma s'applique aux commerces de gros et de détail, considérés comme groupes fortement axés sur les machines et avec une croissance des investissements dans l'une et l'autre catégories. Cependant, cette fois, la proportion des machines et de l'équipement se révèle décroissante, leurs immobilisations, (+ 11,9 % ou + 1,6 % pour le commerce de gros, + 48,8 % ou + 5,8 % pour les détaillants) progressant plus lentement que celles dans la construction, tant pour les grossistes (+ 36,3 % ou + 4,5 %) que pour les détaillants où elles font plus que doubler (+ 10,6 % annuellement).

En ce qui a trait au groupe du transport et de l'entreposage (– 9,6 % ou – 1,4 % annuellement) et aux industries de l'information et de la culture (– 22,0 % ou – 3,5 %), ces réductions globales de leurs investissements, essentiellement attribuables à celles des montants investis en machines et en matériel, – 17,9 % ou – 2,8 % pour le premier et – 29,4 % ou – 4,8 % quant aux secondes, vont de pair avec le rétrécissement marqué observable des proportions de leurs immobilisations en machines et en équipement, outre que les dépenses en construction haussent respectivement de 9,8 % ou de 1,3 % et de 8,2 % ou de 1,1 %. Enfin, fait à souligner, même les deux derniers groupes du secteur tertiaire, qui se différencient, et entre eux, et des autres groupes par leur propre cheminement distinctif, montrent une évolution congruente au schéma général. En effet, dans le groupe des services de gestion de sociétés et d'entreprises, les immobilisations fondent littéralement, dans l'ensemble certes (– 83,5 % ou – 22,5 % annuellement) et aussi dans l'une et l'autre catégories, mais de façon plus marquée quant à la construction (– 91,3 % ou – 29,5 %) qu'à propos des machines et de l'équipement (– 73,3 % ou – 17,2 %), d'où la proportion croissante des investissements en machines et en équipement observable entre 1998 et 2005. Autre cas d'espèce, dans le groupe des services administratifs, très porté lui aussi sur les machines et l'équipement, les investissements progressent, non seulement dans l'ensemble (+ 34,0 % ou + 4,3 % en moyenne), mais aussi au même rythme, pour ainsi dire, dans la construction (+ 33,8 % ou + 4,3 %) que du côté des machines et de l'équipement (+ 34,0 % ou + 4,3 %); ainsi s'expliquent ces écarts de proportion nuls, entre 1998 et 2005, pour l'une et l'autre catégories d'immobilisations.

...selon le marché du travail

Toutes composantes mises ensemble, en **2005**, le secteur tertiaire fournit environ 2,8 millions d'emplois ou 76,0 % du total québécois, comparativement à 74,4 % en 1998, après être descendu à 74,1 % en 1999, soit le pourcentage le plus faible de la décade se situant dans le sillage des réductions de la proportion des services publics qui, elle aussi, se trouvait à son plus bas à 0,8 % en 1999, avant de remonter, de façon variable, à 0,9 % en 2005. D'ailleurs, les six agrégats d'industries de services dont la part de production québécoise régresse en 2005, par rapport à 1998, sont les mêmes au chapitre de l'emploi, la seule exception étant le groupe des soins de santé, avec une proportion décroissante dans le PIB, mais croissante du côté de l'emploi (+ 1,0 point à 12,0 % en 2005), exactement le contraire du groupe « autres services », plus important en 2005 qu'en 1998 quant à la production, mais non dans la population active occupée (perte de 1,0 point à 4,3 % en 2005). À part cette exception, les autres regroupements concernés sont le transport et l'entreposage (de 4,9 % en 1998 à 4,4 % en 2005), les services d'enseignement (7,0 % en 1998 et 6,6 % en 2005), l'hébergement et la restauration (6,3 % et 5,8 %), les administrations publiques (6,1 % et 5,8 %), tandis que le groupe des finances, au 1er rang par son écrasante proportion même décroissante dans le PIB, se trouve au 7e rang en termes d'emplois et en stagnation (perte de centièmes de point entre 1998 et 2005). En revanche, l'évolution des autres groupes, déjà favorable à propos de production, le demeure sur le marché du travail. Ainsi va le groupe des commerces (de gros et de détail réunis), premier par sa part d'emplois (15,3 % en 1998 et 16,7 % en 2005), suivi pêle-mêle des industries des services professionnels (5,8 % et 6,0 %), des services aux entreprises (3,1 % et 3,5 %), de l'information, de la culture et des loisirs (4,2 % et 4,5 %).

À la différence du PIB à propos duquel les composantes du secteur tertiaire québécois, sans aucune distinction, affichent un accroissement de 1998 à 2005, voire au-dessus de la moyenne d'ensemble pour cinq composantes dont le groupe « autres services », l'emploi subit une diminution, certes une seule, et précisément dans ce groupe (– 5,8 % globalement ou - 0,9 % annuellement). Par contre, il s'élève, plus que l'ensemble du secteur (+ 16,5 % ou + 2,2 %), dans les quatre autres groupes, à savoir le commerce (+ 24,7 % ou + 3,2 %), l'information, la culture et les loisirs (+ 23,7 % ou + 3,1 %), les services professionnels (+ 19,1 % ou + 2,5 %) et les services aux entreprises (+ 30,0 % ou + 3,8 %). Se distinguent également les industries des soins de santé (+ 34,0 % ou + 4,3 %) et, dans une moindre mesure, celles des finances (+ 13,7 % ou + 1,8 %). Enfin, en dessous de la moyenne se rejoignent les administrations publiques (+ 9,2 % ou + 1,3 %), les services d'enseignement (+ 6,5 % ou + 0,9 %), l'hébergement et les services de restauration (+ 5,8 % ou + 0,8 %) ainsi que le transport et l'entreposage (+ 3,7 % ou + 0,5 %).

...selon la rémunération

Dans l'ensemble de l'économie québécoise, la rémunération hebdomadaire moyenne des salariés progresse relativement

bien, certes à des rythmes annuels plutôt irréguliers, mais de façon continue depuis 1991, de sorte qu'elle passe de 602,10 $ en moyenne en 1998 à 688,10 $ en 2005. Dans le secteur tertiaire, les prestations varient grandement d'un groupe d'industries à l'autre et environ huit groupes rémunèrent leur main-d'œuvre bien au-dessus de la moyenne. Ainsi, en 2005, les salariés des services publics reçoivent 1 110,52 $ ou 1,61 fois la moyenne générale québécoise, comparativement à 1 062,42 $ ou 1,76 fois en 1998. Suivent les administrations publiques avec 1,33 fois (1,19 fois en 1998), les services de gestion de sociétés, 1,3 fois (1,45 fois en 1998), le groupe des finances, 1,29 fois et 1,33 fois respectivement, les industries de l'information, 1,26 fois et 1,25 fois ainsi que les services professionnels, 1,24 fois en 2005 et en 1998 pour ainsi dire, les services d'enseignement, 1,16 fois contre 1,09 fois en 1998 et le groupe du transport, 1,08 fois contre 1,09 fois. À l'opposé, la rémunération hebdomadaire dans les industries de l'hébergement et des services de restauration ne représente que 45 % de celle de l'ensemble des industries du Québec en 2005 (41 % environ en 1998), derrière le groupe des arts et des loisirs, à peine 66 % (68,4 % en 1998), de même que le commerce, 78,2 % contre 80,5 % en 1998 et les services immobiliers, 76,7 % contre 80,6 %. Pourtant, plusieurs sous-secteurs qui paient à leurs salariés un montant supérieur à la moyenne, voient celui-ci augmenter fort lentement entre 1998 et 2005. En effet, tandis que la rémunération hebdomadaire moyenne générale s'accroît de 1,9 % annuellement, elle ne gagne que 0,3 % dans le sous-secteur de gestion des sociétés, pourtant au 3e rang du palmarès des montants de rémunération. De même, dans les services publics, au 1er rang de ce palmarès, le gain n'atteint que 0,6 % et un peu plus (+ 1,5 %) dans les industries des finances, toutefois classées 4e par le montant de leur rémunération. À l'inverse, après les administrations publiques (+ 3,6 %), le plus haut taux de croissance (+ 3,3 %) se situe cependant du côté du groupe le moins rémunérateur pour ses salariés, à savoir le sous-secteur de l'hébergement et des services de restauration, qui devance ainsi les services d'enseignement (+ 2,7 %), les industries de l'information tout comme celles des soins de santé (+ 2,1 %). Sous le même angle, on constate également que le secteur tertiaire compte quelques groupes qui se trouvent en dessous de la moyenne, à la fois par le montant de leur rémunération et par son rythme de progression. Citons, entre autres, d'abord le commerce (le plus gros employeur du secteur tertiaire) dont la rémunération n'augmente que de 1,5 %, ensuite les arts et les loisirs (+ 1,4 %), de même que les services immobiliers (+ 1,2 %).

...selon les dépenses de recherche et développement

En 2003 – année pour laquelle sont publiées les données définitives les plus récentes –, les dépenses totales relatives à la recherche et développement (R-D) intramuros, enregistrées par l'ensemble des entreprises du Québec, s'élèvent à 4,2 milliards de dollars, dont 1,6 milliard dans le secteur tertiaire (excluant les services publics). Contrairement au secteur manufacturier qui voit sa part de dépenses passer de plus de 60 % en 1997 à quelque 57 % en 2003, perdant ainsi plus de 4 points, la proportion de dépenses en R-D du secteur tertiaire gagne plus de 6 points durant la même période, frôlant les 40 % en 2003. Plus précisément, de 32,8 % en 1997, la part du tertiaire monte à 34,8 % en 1998, à 35,7 % et à 37,3 % en 1999 et en 2000, glisse à 37,1 % les deux années suivantes et remonte à 39,0 % en 2003. Cette rapide évolution ne se reflète pas à ce rythme sur toutes les industries. En effet, plusieurs sous-secteurs et groupes d'industries, malgré une augmentation globale de leurs dépenses en R-D, voient leurs parts relatives régresser, au fil des ans, en points de pourcentage, entre autres les commerces de gros et de détail, le transport et l'entreposage, ainsi que les entreprises de conseils en gestion et de conseils scientifiques et techniques. En revanche, l'accroissement se révèle marqué dans le sous-secteur de l'information et de la culture dont la part connaît une poussée de 4,7 points, progressant pour ainsi dire de façon continue jusqu'à 7,5 % en 2003. Il en est de même du sous-secteur des services professionnels, plus précisément de sa catégorie « recherche et développement scientifiques », dont la part s'accroît de 3,3 points à 5,7 % en 2003.

En réalité, entre **1997 et 2003**, les dépenses de recherche et développement intramuros des entreprises québécoises, tous secteurs confondus, augmentent d'environ 65 % et elles arrivent presque à doubler du côté du secteur tertiaire (excluant les services publics), en bondissant de 96,4 % globalement ou de 11,9 % en moyenne annuelle, portées par les hausses accélérées des dépenses de plusieurs groupes d'industries. Au premier plan se trouve le sous-secteur des industries de l'information et de la culture, dont les dépenses en R-D font plus que quadrupler, de sorte que leur taux de croissance annuel moyen (+ 28,4 %) double tant et plus celui du secteur (+ 11,9 %). Dans le même mouvement, la catégorie « recherche et développement scientifiques » voit ses dépenses plus que tripler durant ces six années, au rythme annuel de 25,2 %. Par ailleurs, le sous-secteur des finances et des assurances avoisine le secteur, en s'élevant de 95,0 % globalement ou de 11,8 % en moyenne, et la catégorie « conception de systèmes informatiques » s'accroît de 82,3 % ou de 10,5 %, le groupe des soins de santé, de 78,4 % ou de 10,1 %, de même que la catégorie « architecture et génie », de 72,1 % ou de 9,5 %.

...selon quelques pondérations

Par ailleurs, en observant les contours du secteur tertiaire à travers le prisme de la contribution de sa population active occupée, l'ordre d'importance de ses composantes se présente autrement. Ainsi, en 2005, ***le PIB par emploi*** au Québec, tous secteurs confondus, est estimé à 60 270 $ en comparaison de 55 540 $ en 1998. Dans le secteur tertiaire particulièrement, en s'établissant à 56 250 $ en 2005, il subit un tassement relatif dans la mesure où il ne représente que 93 % de la moyenne québécoise, en regard de 95 % en 1998 (52 720 $). Quant aux composantes, les écarts déjà fort marqués entre leurs productions pondérées et la moyenne québécoise, apparaissent encore plus évidents les uns par rapport aux autres. Ainsi, compte tenu d'un PIB par emploi de 260 150 $, le sous-secteur des services publics produit 4,3 fois plus que l'ensemble de l'économie, tandis que la

production du groupe de l'hébergement et des services de restauration (+ 21 930 $) constitue à peine plus du tiers (36,0 %) de la moyenne québécoise, les proportions en 1998 étant respectivement 4,5 fois et 37,0 %. Entre ces deux groupes extrêmes, le sous-secteur des finances arrive deuxième avec 3,1 fois en 2005 et en 1998, par comparaison avec celui des soins de santé (54 % en 2005, mais 68 % en 1998). Deux autres composantes se trouvent aussi au-dessus, à savoir les arts, l'information et la culture (1,3 fois et 1,2 fois) ainsi que les administrations publiques (1,03 fois et 1,06 fois), tandis que le transport et l'entreposage atteignent la moyenne en 2005 (99 % contre 93 % en 1998).

À quelques nuances près, le même cheminement caractérise ***les immobilisations par emploi*** qui, en 2005, au Québec, tous secteurs réunis, s'élèvent à 13 525 $ en regard de 10 170 $ en 1998. Plus précisément, dans le secteur tertiaire incluant le logement, elles sont évaluées à 15 286 $, c'est-à-dire 1,13 fois la moyenne québécoise par comparaison avec 10 719 $ ou 1,05 fois en 1998. À la vérité, ces résultats supérieurs à la moyenne reposent sur les mêmes trois sous-secteurs déjà en tête du classement des immobilisations totales, bien qu'ils ne se trouvent pas dans le même ordre. Ainsi, en 2005, le groupe des services publics investit par emploi 141 211 $ ou 10,4 fois plus que l'ensemble de l'économie québécoise, comparativement à 8 fois en 1998 (80 954 $), les finances, 27 921 $ ou 2,1 fois (2,2 fois en 1998) et les administrations publiques, 23 110 $ ou 1,7 fois (1,6 fois en 1998). Par contre, les groupes du transport et de l'information qui, en 1998, multipliaient respectivement par 1,3 et 1,6 la moyenne québécoise, n'en représentent que 84 % (11 327 $) et 79 % (10 721 $) en 2005. De même, le sous-secteur du commerce, 4e par ses immobilisations totales, glisse au 8e rang et à 3 828 $ par emploi en 2005, soit 28 % contre 32 % en 1998 (3 275 $). Également, malgré les oscillations annuelles, l'investissement par emploi en soins de santé, 2 007 $ en 1998 et 2 721 $ en 2005, demeure à 20 %.

En somme, au gré des fluctuations fort variées d'une année à l'autre et d'un groupe à l'autre, durant la période 1998-2005, par emploi au Québec, la production croît globalement de 8,5 % et l'investissement, de 33,0 %, soit respectivement de 1,2 % et 4,2 % annuellement. Toutefois, dans le secteur tertiaire, l'une et l'autre progressent respectivement de 6,7 % et 17,6 % globalement, soit de 0,9 % et 2,4 % par an. Pour ce qui est des composantes, le sous-secteur des soins de santé reste le seul du secteur tertiaire à accuser un recul du PIB par emploi (– 14,5 % ou – 2,2 % annuellement), à côté d'une hausse de l'investissement (+ 35,6 % ou + 4,4 %), exactement l'inverse des groupes du transport (production + 8,5 % ou + 1,2 % et investissement, – 12,8 % ou – 1,9 %), des services professionnels (+ 13,1 % ou + 1,8 % et – 2,0 % ou – 0,3 %), des services administratifs (+ 18,4 % ou + 2,5 % et – 13,8 % ou – 2,1 %) ainsi que les industries des arts et de l'information (+ 11,4 % ou + 1,6 % et – 32,2 % ou – 5,4 %) et la catégorie « autres services » (+ 42,0 % ou + 5,1 % et – 16,6 % ou – 2,6 %). Autres particularités, d'une part, aucun sous-secteur ne montre un accroissement de production par emploi supérieur à celui de l'investissement et, d'autre part, les augmentations d'investissement les plus élevées concernent les sous-secteurs qui enregistrent les plus faibles gains de production, par exemple les services publics dont les immobilisations par emploi s'élèvent de 74,4 % ou de 8,3 %, mais la production, de 4,2 % ou de 0,6 %. Suivent, entre autres, les services d'enseignement (+ 66,9 % ou + 7,6 %, mais + 1,3 % ou + 0,2 %) ainsi que les administrations publiques (+ 39,7 % ou + 4,9 %, mais + 6,3 % ou + 0,9 %).

CONCLUSION

Cette esquisse à grands traits permet de remarquer que, débordant le cadre de la branche dite des industries productrices de services, le secteur tertiaire revêt une importance particulière au sein de l'économie québécoise, encore que les fluctuations sensibles du secteur secondaire et les variations fort inégales du primaire contribuent à faire ressortir, voire à renforcer le caractère stratégique du secteur tertiaire dont la capacité d'attraction d'investissements publics et surtout privés ne souffre d'aucune comparaison, quels que soient le sous-secteur industriel considéré et la région administrative concernée. Cependant, des contraintes méthodologiques ne permettent pas encore, même à l'échelle du Québec, et encore moins à l'échelle régionale, de mesurer l'intensité de la force motrice du secteur en général, ni de jauger le niveau de spécialisation de ses composantes industrielles en particulier. Tout de même, tout pris en compte, la performance générale du secteur tertiaire québécois se révèle évidente, particulièrement en ce qui regarde l'emploi, les investissements, ainsi que la recherche et le développement. Cependant, à l'ère de l'économie du savoir, s'avère de plus en plus nécessaire une évaluation davantage structurée du dynamisme propre à chacun des groupes du secteur, sous l'angle de la productivité, de l'efficience et de la compétitivité.

Tableau 1

Répartition des établissements du secteur tertiaire, par sous-secteur, en pourcentage, selon le nombre d'employés, 2006

Sous-secteur	1 à 4	5 à 9	10 à 19	20 à 49	50 à 99	100 à 199	200 à 499	500 et plus
				%				
Services publics	50,0	23,2	9,9	9,2	2,1	0,0	2,1	3,5
Commerce de gros	56,2	16,6	12,8	9,2	3,0	1,4	0,6	0,1
Commerce de détail	51,8	24,3	12,2	7,0	3,0	1,2	0,4	0,0
Transport et entreposage	74,1	10,9	6,7	5,3	1,7	0,7	0,5	0,2
Information et culture	58,0	14,4	9,2	10,6	3,9	2,1	1,0	1,0
Finances et assurances	52,3	12,7	14,9	14,4	3,3	1,4	0,6	0,4
Services immobiliers et de location à bail	66,7	17,7	8,8	4,8	1,1	0,5	0,2	0,0
Services profess., scient. et tech.	75,4	10,8	6,7	4,4	1,6	0,7	0,4	0,1
Gestion de sociétés et d'entreprises	65,6	13,4	9,2	6,9	2,8	1,1	0,5	0,4
Services admin., soutien, gestion de déchets	63,7	15,1	9,7	6,9	2,6	1,1	0,7	0,2
Services d'enseignement	53,8	15,0	9,6	7,4	4,3	2,9	2,3	4,6
Soins de santé et assistance sociale	65,6	14,3	9,6	6,0	1,7	1,1	1,1	0,6
Arts, spectacles et loisirs	59,3	17,3	11,2	7,7	2,5	1,3	0,5	0,2
Hébergement et services de restauration	46,5	20,0	16,8	12,1	3,3	0,9	0,2	0,1
Autres services sauf les admin. publ.	73,7	15,2	6,9	3,1	0,7	0,3	0,1	0,1
Administrations publiques	39,1	20,4	12,9	11,7	5,1	3,2	3,5	4,0
Secteur tertiaire	**61,9**	**16,6**	**10,4**	**7,0**	**2,3**	**1,0**	**0,5**	**0,3**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Cansim.

Tableau 2

Part du secteur tertiaire et de ses composantes dans le PIB, Québec

Sous-secteur	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
					%				
Services publics	4,5	4,2	4,1	4,0	3,7	3,8	3,8	3,6	3,7
Commerce de gros	5,0	5,2	5,1	5,2	5,3	5,4	5,5	5,7	5,9
Commerce de détail	5,6	5,7	5,6	5,7	5,8	6,0	6,1	6,2	6,3
Transport et entreposage	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5	4,4	4,3	4,4	4,4
Industries de l'information et industries culturelles	3,9	4,0	4,1	4,1	4,3	4,6	4,6	4,5	4,6
Finances et assurances	17,4	17,2	17,2	16,6	16,6	16,7	16,9	17,0	17,1
Services professionnels ,scientifiques et techniques	3,3	3,6	3,8	3,8	3,9	3,9	4,0	4,0	3,9
Services administratifs	1,9	1,9	2,1	2,2	2,2	2,3	2,4	2,3	2,4
Services d'enseignement	5,7	5,2	5,2	4,9	4,8	4,8	4,7	4,6	4,6
Soins de santé et assistance sociale	7,2	6,9	6,7	6,5	6,5	6,3	6,5	6,4	6,4
Arts, spectacles et loisirs	0,9	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Hébergement et services de restauration	2,2	2,3	2,1	2,1	2,1	2,1	2,2	2,1	2,1
Autres services, sauf les administrations publiques	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5
Administrations publiques	6,6	6,4	6,2	6,1	6,4	6,3	6,2	6,1	6,0
Secteur tertiaire (services publics inclus)	***71,1***	***70,6***	***70,0***	***68,8***	***69,5***	***70,1***	***70,6***	***70,4***	***70,9***
Ensemble des secteurs	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Cansim.

Tableau 3

Dépenses en immobilisation par emploi, dans le secteur tertiaire, Québec

Sous-secteur	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
				$				
Services publics	80 954	71 041	71 826	71 669	83 689	105 865	133 829	141 211
Commerce	3 275	3 331	3 297	3 713	3 881	3 768	3 846	3 828
Transport et entreposage	12 994	11 515	9 110	10 250	11 864	9 124	10 246	11 327
Finances, assurances, serv. immob. et autres	22 627	26 606	25 340	26 071	25 242	25 318	30 560	27 921
Services professionnels, scientifiques et techniques	3 976	4 511	5 888	4 758	4 243	3 916	3 747	3 898
Services aux entreprises	2 219	2 016	1 710	1 634	1 945	2 344	2 011	1 913
Services d'enseignement	3 995	4 058	4 457	4 376	5 222	6 055	6 425	6 669
Soins de santé et assistance sociale	2 007	1 991	2 058	2 053	2 352	2 041	2 260	2 721
Information, culture et loisirs	15 800	18 571	17 524	17 045	13 713	10 637	11 342	10 721
Hébergement et restauration	2 013	1 479	1 254	1 326	1 641	2 105	2 298	2 387
Autres services	1 949	1 389	1 527	1 703	1 379	1 989	2 005	1 626
Administrations publiques	16 546	15 868	15 564	17 109	19 434	19 265	20 606	23 110
Secteur tertiaire (logement inclus)	***10 719***	***10 818***	***10 678***	***11 584***	***12 707***	***13 186***	***15 224***	***15 286***
Ensemble des secteurs	**10 170**	**10 620**	**10 723**	**10 918**	**11 413**	**11 983**	**13 522**	**13 525**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Cansim.

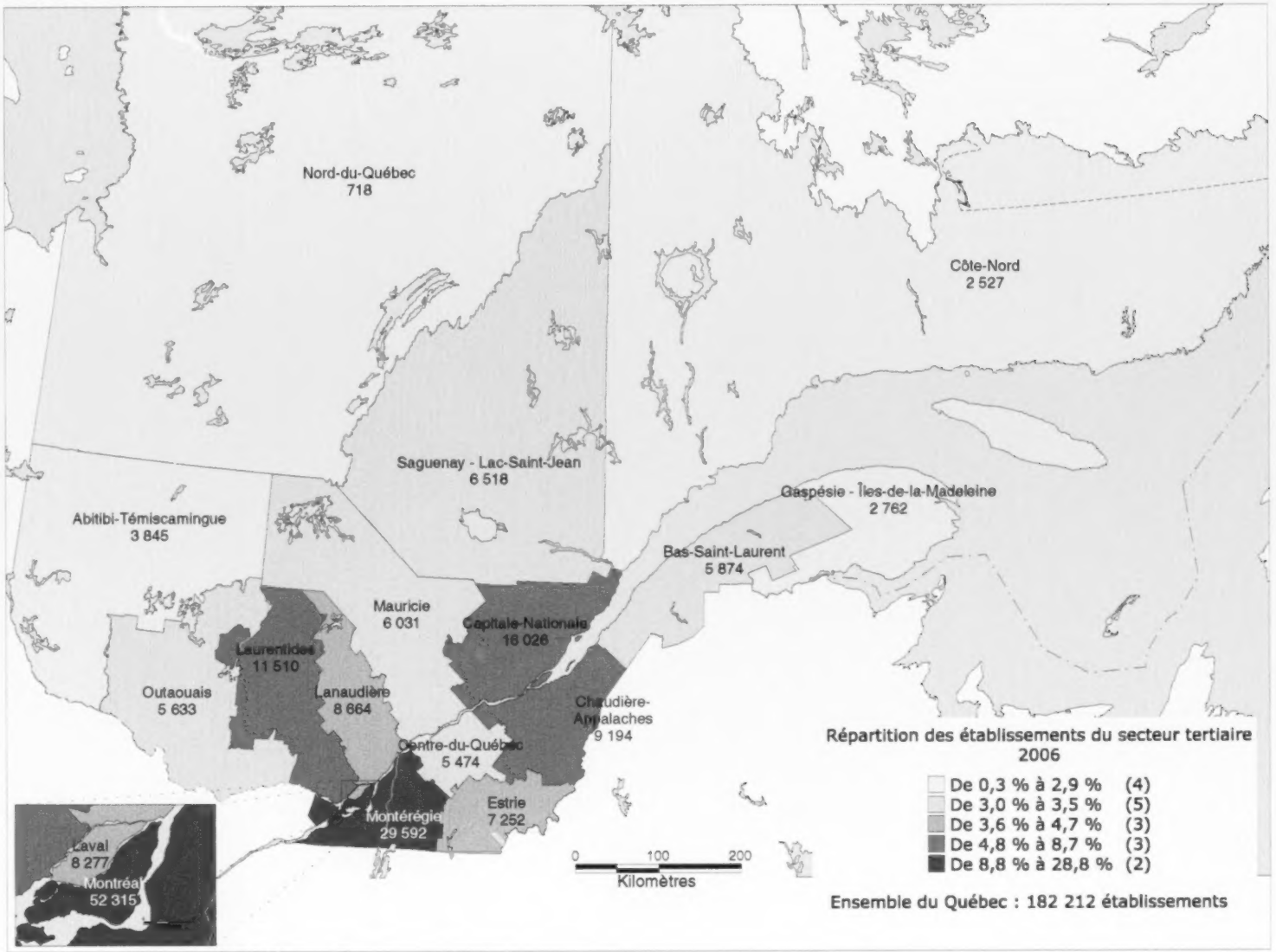
Tableau 4

Part des dépenses totales en R-D intramuros des entreprises du secteur tertiaire, par industrie, Québec

Sous-secteur	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
				%			
Commerce de gros	5,9	6,1	6,5	9,6	4,7	4,3	4,1
Commerce de détail	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	-	0,2
Transport et entreposage	0,4	0,2	0,2	0,4	0,3	-	0,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	2,8	3,0	3,2	3,2	4,6	4,5	7,5
Finances, assurances et services immobiliers	0,3	0,2	0,2	0,3	0,4	0,5	0,4
Architecture, génie et services connexes	6,0	7,1	7,4	6,2	7,0	5,9	6,3
Conception de systèmes informatiques et serv. connexes	5,4	5,2	4,9	5,5	6,0	5,7	5,9
Conseils en gestion et conseils scientifiques et techniques	0,7	0,4	0,6	0,6	0,9	0,6	0,5
Recherche et développement scientifiques	2,4	3,2	3,2	3,4	5,4	5,8	5,7
Soins de santé et assistance sociale	5,9	6,1	6,7	6,0	5,8	6,7	6,4
Toutes les autres industries des services	2,8	3,1	2,6	1,8	1,9	2,2	1,7
Secteur tertiaire (excluant sevices publics)	***32,8***	***34,8***	***35,7***	***37,3***	***37,1***	***37,1***	***39,0***
Ensemble des secteurs	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**	**100**

Sources : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Statistique Canada, Cansim.

Répartition régionale des établissements du secteur tertiaire, selon le nombre et le pourcentage, Québec, 2006



Source : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.
Réalisation : Institut de la statistique du Québec, Direction des statistiques économiques et sociales.